

Historical studies

ISSN: 9741-2352 EISSN :6723-2600

La Politique africaine de la Libye, de l'afro-arabisme à l'afro-africanisme de 1951 à nos jours

The African Policy of Libya, from Afro-Arabism to Afro-Africanism from 1951 to the present day.

Abdelnaser ASHTIEWI

abdalnaser.sh@su.edu.ly

Assistant professeur Université de Sirte-Libye

Chercheur-associé Université de Paris 1 Sorbonne, laboratoire SIRICE

Date of receipt:	Acceptance date	Publication date	Editing:
18/10/2025	30/11/2025	05/12/2025	Abdelnaser ASHTIEWI

Abstract:

This study examines Libya's shifting policy toward Africa from 1951 to the present. It traces the transition from an Arab-focused orientation to broader engagement with Sub-Saharan Africa. The research highlights the monarchy's limited African role, Gaddafi's pan-African turn, and post-2011 fragmentation. It shows how ideological goals, security concerns, and regional pressures shaped Libya's choices. Overall, the study reveals Libya's fluctuating balance between Arab Africa and Sub-Saharan Africa across different eras.

Key's words : Libya, Africa, panarabisme, African Union, Relations, policy.

Résumé :

Cette étude examine l'évolution de la politique libyenne envers l'Afrique de 1951 à nos jours. Elle retrace la transition d'une orientation centrée sur le monde arabe à un engagement plus large envers l'Afrique subsaharienne. La recherche met en lumière le rôle limité de la monarchie en Afrique, le tournant panafricain de Kadhafi et la fragmentation post-2011. Elle montre comment les objectifs idéologiques, les préoccupations sécuritaires et les pressions régionales ont influencé les choix de la Libye. Dans l'ensemble, l'étude révèle l'équilibre fluctuant de la Libye entre l'Afrique arabe et l'Afrique subsaharienne à travers différentes périodes.

Motsclés : Libye, Afrique, panarabisme, Union Africaine, Relations, politique

Introduction :

La Libye a connu la domination d'une succession de puissances, depuis l'Empire ottoman jusqu'à l'administration franco-britanniques en passant par la colonisation italienne [1], avant l'obtention de son indépendance en 1951[2], et son accession officielle au statut de nation l'année suivante, en février 1952 après la résolution n°515 de l'ONU[3]. Elle a été fortement influencée par les puissances européennes (en particulier l'Italie de la fin du 19^{e} siècle au début du 20^{e}), en

[1] Pierre PINTA, la Libye, éd. Karthala, Paris, 2006, pp199-226.
[2] Martel André. Le Royaume Sanusi de Libye (1951-1969). In: Cahiers de la Méditerranée, n°41, 1, 1990. États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Mélanges offerts à André Nouschi. Tome I. pp. 143-162;
[3] « NR006877.pdf (un.org) », Résolution n°515, des Nations Unies pour la Libye le 1er février 1952.

grande partie en raison de leur implication dans le *Scramble* de l'Afrique[4]. La Sanûsiyya, du fait de son implantation au Tchad et de ses relations avec le monde africain, lui a par ailleurs permis d'être longtemps au cœur de l'Afrique centrale, jusqu'à l'arrivée des Français au Tchad et à la guerre qu'ils ont mené contre cette confrérie de1901 à 1914[5]. Enfin, le commerce et les routes des caravanes qui passent par la Libye ont été d'une importance économique majeure - c'exemple de la route n°5 partant de la Tunisie.

La relation entre la Libye et l'ensemble de l'Afrique a été à la fois complexe et évidente au cours de leur histoire coloniale. La Libye a été soumise à la domination coloniale italienne au début du XX^{e} siècle, mais a également été l'un des premiers pays africains à forcer une puissance européenne à quitter la région. Elle a ensuite financé plusieurs mouvements de libération dans d'autres pays, fournissant notamment armes et formation militaire à des groupes en Algérie notamment FLN durant la guerre de l'indépendance[6], en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

Le régime de Kadhafi a également travaillé à créer une structure politique unifiée pour le continent, avec pour but de tourner la page du colonialisme et du néo-colonialisme et de promouvoir l'unité africaine et l'autodétermination. Il a également créé ou tenté de créer bun groupe élargi, l'associant à l'Égypte, au Soudan et à la Tunisie, et appelé République arabe unie[7].

La politique de la Libye envers l'Afrique a considérablement varié entre 1951 et 2011, commençant par le respect mutuel et l'amitié et se terminant par une

[4] Yolande Martin et autres, La Libye de 1912 à 1969, La Libye nouvelle rupture et continuité Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Préface : Maurice Flory, éd. CNRS, Paris 1975, pp33-50.

[5] Jean-Louis Triaud, Les relations entre la France et la Sanûsiyya (1840-1930): histoire d'une mythologie coloniale découverte d'une confrérie saharienne, Volume 4, thèse de doctorat à Paris VII, soutenue en 1995, pp1033-1034.

[6] Archives nationales françaises d'Outremer Aix-en-Provence, fond ministérielle n°81, Libye-Algérie 1954-1965, dossier n°789, Fezzan, pp1-10 .

[7] https://shs.cairn.info/revue-maghreb-machrek1-1972-1-page-39?lang=fr consulté en aout 2024.

implication directe dans les affaires du continent. Au cours des premières années du règne de Mouammar Kadhafi, son gouvernement a constamment cherché à favoriser des liens étroits avec les nations africaines afin de promouvoir l'intégration régionale et la solidarité panafricaine. Entre 1975 et 1987, il a financé différents pays[8] et, en 1981, il a lancé le processus d'établissement d'un marché unique africain, connu plus tard sous le nom de Communauté économique africaine.[9]

Ce changement de politique a conduit la Libye à s'impliquer davantage dans les affaires du continent, notamment en fournissant des armes et des financements à divers gouvernements et groupes, ainsi qu'en leur un soutien diplomatique et militaire. En particulier, Kadhafi a soutenu les Touaregs rebelles au Mali et a aidé à construire l'organisation ouest-africaine appelée Union africaine. Il a soutenu dès les années 1969-1975, de nombreux mouvements de libération dans le monde, dont le Frolinat au Tchad[10], les Érythréens, les mouvements de libération dans les colonies portugaises, l'ANC en Afrique du Sud[11]. Son activisme a poussé d'ailleurs plusieurs pays à rompre leurs liens avec Israël. Et la Libye n'a pas hésité, dans une revanche contre les dirigeants arabes qui l'ont déçue, à soutenir John Garang et sa lutte pour le Sud-Soudan.[12]

Les gouvernements actuels en Libye a également joué un rôle dans les récents efforts de paix, y compris dans le cadre de l'Union africaine. La Libye est l'un des principaux contributeurs à cette organisation, lui apportant un soutien financier et,[13] politique à l'occasion de nombreux efforts en faveur du continent.

[8] MAE la Courneuve, direction des affaires politiques et commerciales, dossier n°3 Libye 1953-1972; la Libye et l'Afrique, document de l'ambassadeur de France à Tripoli a son excellence le ministre des Affaires étrangères à Paris, pp1-4.
[9] Burgat F. et Laronde A. (1996), *La Libye*, « Que sais-je ? » PUF, Paris.
[10] Buijtenhuijs Robert. Le FROLINAT à l'épreuve du pouvoir. L'échec d'une révolution africaine.. In: Politique africaine,n°16, 1984. Le Tchad. pp. 15-29;
[11] Congrès national africain, https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/ANC/105336.
[12] « https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-147?lang=fr »
[13] Etienne L. Damome, Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi, dans Outre-Terre 2011/3 n° 29, pages 123 à 133.

Elle est également membre du Dialogue méditerranéen, un forum régional sur la sécurité, aux côtés d'autres pays de la région.

Depuis 2011, après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi, elle a été affaiblie par la crise politique qu'elle traverse et son rôle de leader africain a diminué, obligeant l'Union africaine à jouer un rôle de médiateur afin de régler la guerre civile qui ravage le pays ; elle l'a fait notamment en nommant un nouveau commissaire africain pour la Libye, en poste jusqu'à nos jours.

I. La Sanussiya, et son expansion africaine :

Également connue sous le nom de Confrérie Sanûsiyya, confrérie soufie fondée en 1837 par Mohammed ben Ali as-Sanusi en Cyrénaïque (région côtière de l'actuelle Libye)., la Sanussiya a exercé une influence significative en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne entre 1840 et 1914, notamment au Tchad, Niger où elle a combattue la France puissance coloniale de l'époque.[14] Pour avoir un aperçu de son impact pendant cette période, il faut rappeler son expansion en Afrique du Nord, où elle a rapidement étendu son influence, en particulier en Algérie et en Tunisie. Elle a réussi à y établir des zaouïas (centres d'enseignement et de pratique soufie) et a attiré de nombreux adeptes. Elle a joué un rôle dans la propagation de l'islam sunnite et dans la résistance à la domination coloniale française. Elle a également étendu son influence en Afrique subsaharienne, en particulier dans des pays tels que le Tchad, le Soudan, le Niger et le Mali. Elle y a établi des zaouïas et a attiré un grand nombre de disciples dans les populations locales. Elle a joué un rôle dans la propagation de l'islam et a apporté stabilité sociale et religieuse dans certaines régions.

[14] Lanne Bernard. Triaud (Jean-Louis) : Tchad 1900-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanûssiyya, face à la France. In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 77, n°286, 1er trimestre 1990. pp. 136-138

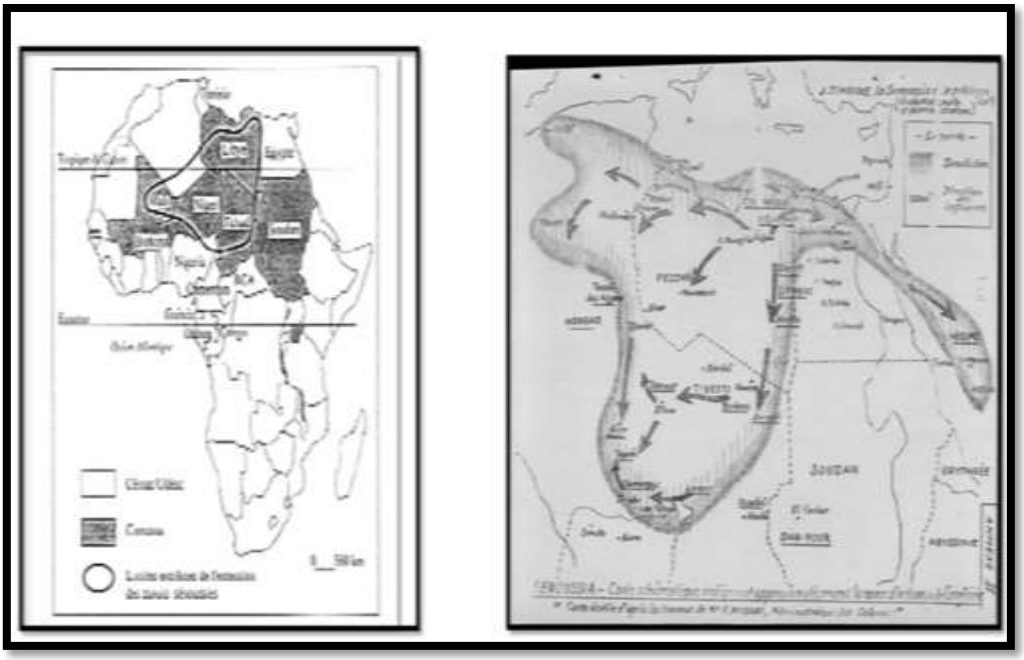


Figure 1 : La Sanussiya et son expansion au Tchad et Niger[15]

Elle a également joué un rôle important dans la résistance contre la colonisation européenne en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Ses adeptes ont participé à des mouvements armés, notamment contre les Français en Algérie et au Tchad. Elle a été considérée comme une force de résistance contre l'occupation étrangère et a joué un rôle dans la mobilisation des populations locales. Elle a aussi eu n'influence politique et sociale significative dans les régions où elle était présente. Elle a établi des liens avec les tribus locales et contribué à renforcer la cohésion sociale et la stabilité politique. Elle a promu l'éducation, la justice sociale et la résolution pacifique des conflits. Elle a également été impliquée dans des activités caritatives et a joué un rôle dans le développement des infrastructures et des services sociaux.

Il est important de noter que l'influence de la Sanussiya a connu des fluctuations au fil du temps, notamment avec la colonisation et l'émergence de nouveaux

[15] Archives du MAE La Courneuve, direction d'Afrique levant, Libye 1944-1952, mémoire sur la Sanussiya, dossier n°47, p20.

mouvements politiques et religieux. Néanmoins, son impact sur l'islam et la résistance contre la colonisation pendant cette période a été significatif.



Figure 2 : la fin de l'épopée de la Sanussiya en Afrique, l'entrée des Français à Zawiya de Gouro où le tombeau d'Al Mahdi Sanoussi[16].

II. La Monarchie libyenne entre deux Afriques, arabe et noire :

Entre 1951 et 1969, la politique libyenne envers l'Afrique était principalement axée sur l'afro-arabisme, concept prônant l'unité et la solidarité entre les pays arabes et africains. L'un de ses principaux éléments était l'engagement dans le panarabisme après l'indépendance de 1951. Le roi Idriss a manifesté un intérêt pour ce mouvement qui préconisait l'unité et la coopération entre les pays arabes. La Libye a cherché à renforcer les liens politiques, économiques et culturels avec ces derniers, considérant que la monarchie Sanusi et le peuple libyen ne pouvaient que se sentir solidaires des frères arabes et musulmans luttant pour leur indépendance et leur identité culturelle et religieuse. Le pouvoir y était d'autant plus obligé qu'il devait montrer sa liberté d'action malgré la

[16] Journal illustration françaises, bibliothèque municipale de Carnage à Reims, service de la presse, illustration coloniale n°3716,16 mai 1914, p423.

présence occidentale.[17] En ce qui concerne le projet de Grand Maghreb, le Royaume a montré son ouverture, comme en témoigne la réponse du roi à une lettre à ce sujet en 1958 adressé lors de la conférence de Tanger :

> "*J'ai reçu votre dépêche sur les travaux et les résolutions de la conférence de Tanger tenue en vue de l'unification du Maghreb arabe. Je l'ai transmise aux services compétents de mon gouvernement. Je vous en remercie, et demande à Dieu de nous assister dans tout ce qui est favorable à notre Grand Maghreb Arabe et au Monde arabe et islamique*".[18]

La Libye a aussi affiché sa solidarité avec les mouvements de libération en Afrique, et en particulier à ceux luttant contre la colonisation et l'apartheid. Elle a fourni un appui financier et logistique à des groupes tels que le Mouvement national de libération de l'Azanie (ANC) en Afrique du Sud le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), ou le Front de libération nationale (FLN) en Algérie, de façon officielle et en bénéficiant d'un soutien populaire avec les manifestations de 1956.[19] et. Elle a également accueilli des dirigeants et des activistes africains en exil et leur a offert une aide politique. Par ailleurs, elle a cherché à promouvoir les liens culturels et religieux avec les pays africains ; elle a encouragé les échanges culturels, organisé des conférences et des événements visant à renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples

[17] André Martel. « Le Royaume Sanusi de Libye (1951-1969) ». In: Cahiers de la Méditerranée, n°41, 1, 1990. États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Mélanges offerts à André Nouschi. Tome I. pp. 143-162.

[18] M.A.E., Affaires marocaines et tunisiennes, Maroc (1956-1968), Participation et relations avec les affaires internationales, adhésion du Maroc aux conventions internationales, pacte méditerranéen : presse, notes et documentation, correspondance (mars 1955-mai 1959). Conférence de Tanger - Grand Maghreb arabe dont la conférence de 1958, télégrammes de Rabat, Tunis, Londres et Washington ; coupures de journaux de la métropole (mars 1957-déc. 1964), "L'adhésion de la Libye aux résolutions prises lors de la conférence de Tanger".

[19] M.A.E., Afrique-Levant, Algérie (1944-1959), Rébellion algérienne et activité des mouvements nationalistes algériens, arrestation des cinq chefs de la rébellion algérienne, Note sur l'affaire du détournement de l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons : récit des faits, crise des relations franco- marocaines, solution d'une procédure internationale, "Manifestations en Libye le 24 octobre 1956".

arabes et africains. La religion musulmane a également joué un rôle dans ses liens avec certains pays à majorité musulmane. Elle a aussi cherché à développer des partenariats économiques, dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie. Des accords commerciaux ont été conclus et des investissements ont été réalisés dans certains pays pour renforcer les échanges.

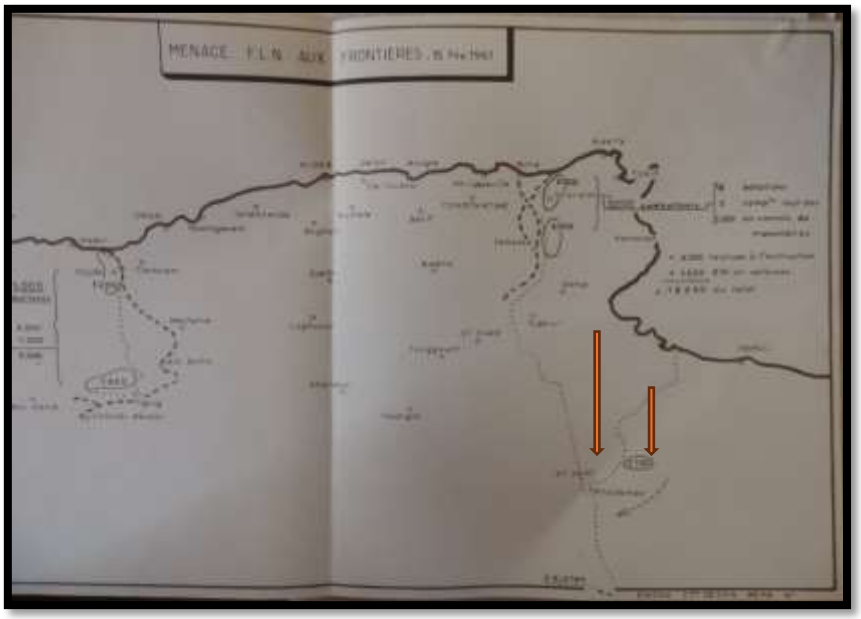


Figure 3 : La Libye terre de résistance pour la FLN d'Algérie[20]

Il est important de noter que cette période a été marquée par des changements politiques et sociaux dans de nombreux pays africains, avec la montée des mouvements de libération et la décolonisation. La Libye a cherché à soutenir ces mouvements en tant que partie prenante active dans la lutte pour la libération et l'indépendance en Afrique.

[20] Archives nationales françaises d'Outremer Aix-en-Provence, fond ministérielle n°81, Libye-Algérie 1954-1965, dossier n°2435, Algérie, pp1-10 .


De notre envoyé spécial Merry BROMBERGER

La guerre s'est rallumée au Sahara

Dans le Sud-Tunisien, des "rezzous" du Néo-Destour équipés et entraînés en Tripolitaine attaquent les postes français isolés et pillent les convois

TUNIS, 17 décembre (par tél.).

الله اكبر والعزة للاسلام

مساندة الشعب

الليبي لجيش التحرير الجزائري

Figure 4 : la Libye et l'indépendance de l'Afrique arabe Tunisie et Algérie.[21]

III. Libye de Kadhafi : une politique de leadership controversée 1969-2011

En 1969, le colonel Mouammar Kadhafi a renversé le roi Idriss lors d'un coup d'État et a instauré un régime révolutionnaire. Il a adopté une politique étrangère basée sur le panafricanisme, appelant à l'unité et à la coopération entre les pays africains. La Libye est devenue un membre actif de l'Organisation de l'unité africaine (OUA),[22] maintenant connue sous le nom d'Union africaine (UA), et, comme déjà indiqué, a soutenu financièrement de nombreux mouvements de libération en Afrique, notamment en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud. Kadhafi a également promu l'idée d'une identité africaine commune et cherché à renforcer les liens économiques entre les pays du continent.

[21] Archives nationales d'Outre-mer, fond ministérielle F81, Algérie, manifestation de soutien de peuple libyen à l'Algérie en 1956, p1.

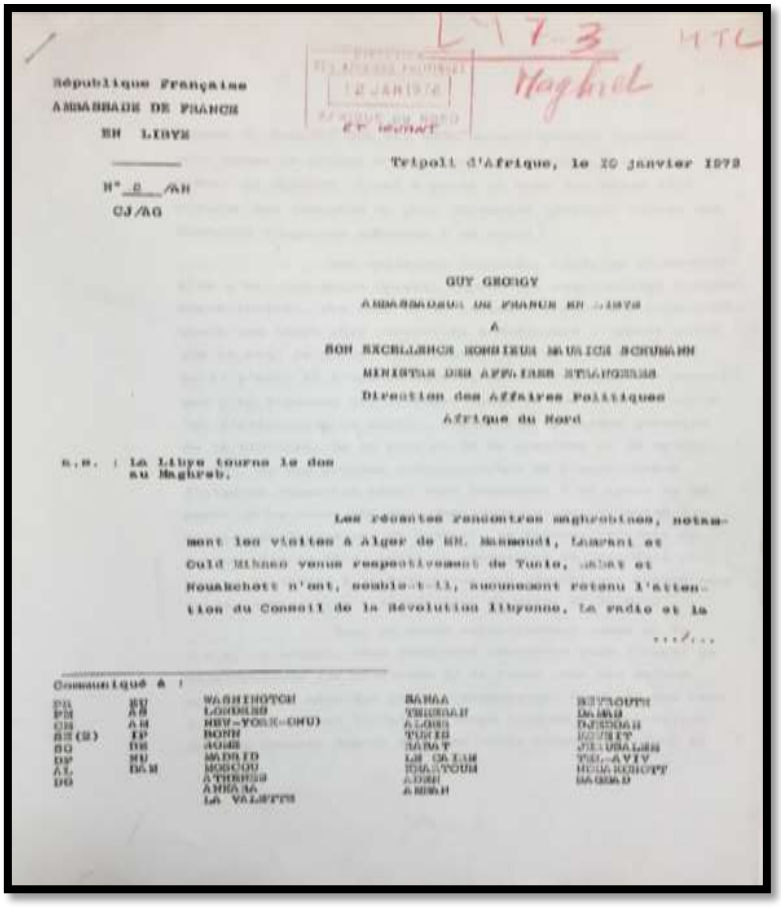
[22] https://www.africanunion-un.org/copy-of-history#:~:text=29%20Etats%20membres%20%2D%20Libye%2C%20Maroc,la%20Tanzanie%2C%20le%20Burundi%2C%20le

Cependant, dans les années 1990 et au début des années 2000, la Libye a connu une période de crise et d'isolement sur la scène africaine en raison de plusieurs facteurs. Toutefois, Kadhafi a mis fin à la coopération du grande Maghreb notamment avec ses divergences avec les dirigeants de cette institution juste trois ans après son arrivée au pouvoir.



Figure 5 : OAU dans sa première réunion en 1963.[23]

[23] https://www.africanunion-un.org/copy-of-history#:~:text=29%20Etats%20membres%20%2D%20Libye%2C%20Maroc,la%20Tanzanie%2C%20le%20Burundi%2C%20le



République Française
AMBASSADE DE FRANCE
EN LIBYE

Tripoli d'Afrique, le 10 janvier 1972

N° 8 /AH
CJ/AG

GUY GEORGY
AMBASSADEUR DE FRANCE EN LIBYE
A
SON EXCELLENCE MONSIEUR MAURICE SCHUMANN
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
Direction des Affaires Politiques
Afrique du Nord

s.s. : La Libye tourne le dos au Maghreb.

Les récentes rencontres maghrébines, notamment les visites à Alger de MM. Mahmoudi, Lamrani et Ould Mihoub venus respectivement de Tunis, Rabat et Nouakchott n'ont, semble-t-il, aucunement retenu l'attention du Conseil de la Révolution libyenne, la radio et la

.../...

Communiqué à :

Figure 6 : la Libye tourne le dos au Maghreb[24]

Elle a été confrontée à des sanctions économiques imposées par les Nations unies en 1992 en raison de son implication présumée dans des actes terroristes, notamment l'attentat de Lockerbie en 1988. Ces sanctions ont eu un impact significatif sur son économie et ont limité sa capacité à s'engager pleinement au côté des autres pays africains. Elle a également fait face à un isolement diplomatique sur la scène africaine en raison de ses actions controversées et de son soutien à des groupes et mouvements contestés. Certains pays ont été réticents à entretenir des relations étroites avec elle en raison de préoccupations sécuritaires et de sa réputation. Elle a également été confrontée à des défis internes, notamment des tensions politiques qui ont elles aussi affecté sa

[24] Archives du MAE la Courneuve, direction de l'Afrique du Nord, Libye 1972-1982, lettre n°8 de l'ambassadeur de France en Libye Guy Georgy à son ministre des Affaires étrangères à Paris Maurice Schuman, le 1er janvier 1972, p.1.

capacité à s'engager activement sur le plan international. Les luttes de pouvoir et l'instabilité politique ont détourné son attention des affaires africaines. Cette leader controversée à entrer la Libye dans un affrontement non pas avec le Tchad mais avec les occidentaux à leur tête la France, une guerre perdue qui à côté la vie des milliers de soldats et civiles.



Figure 7 : La propagande libyenne envers les occidentaux en Afrique[25]

Le temps passant, la Libye a progressivement cherché à rétablir ses relations avec les pays africains. Des efforts ont été faits pour renouer les liens diplomatiques, économiques et sécuritaires avec certains États.[26] Elle a également travaillé à améliorer son image internationale et à se réintégrer dans les structures régionales et continentales, comme l'Union africaine. Sous le régime de Mouammar Kadhafi, la politique libyenne envers l'Afrique a connu

[25] Archives de MAE la Courneuve, direction Afrique du Nord, Libye 1972-1983, dossier n°127, extrait d'un journal libyen la marche verte, en 1981, p1.
[26] MARTEL A. (2004), « La Libye vingt ans après (1986-2005) », *Maghreb-Machrek*, n° 181, automne, p. 21.

une période de réengagement et d'approfondissement des relations avec les pays africains. Ainsi, Kadhafi a cherché à se positionner en tant que leader panafricain, promouvant l'unité africaine et la coopération entre les différents pays du continent. Il a soutenu l'idée de l'Union africaine et a été impliqué dans les efforts visant à renforcer cette organisation. La Libye a accueilli plusieurs sommets de cette dernière et a soutenu financièrement certains projets de développement et d'intégration régionale.

En ce qui concerne l'investissements et aide financière, elle a investi massivement dans différents pays, notamment dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et les télécommunications. La Libyan Investment Authority (LIA), un fonds souverain, a effectué des investissements considérables. La Libye a également fourni une aide financière et des prêts à certains pays, contribuant ainsi à leur développement économique. Elle a cherché à renforcer la coopération sécuritaire, en particulier dans la lutte contre le terrorisme et les groupes armés. Elle a fourni un soutien militaire et logistique à certains pays, notamment en partageant des renseignements et en offrant une formation à leurs forces de sécurité.

Un partenaire majeur en Afrique jusqu'en 2011

La Libye s'est également engagée en Afrique subsaharienne pour un montant d'environ 1,2 milliard d'euros. La LAAICO (Libyan Arab African Investment Company) a investi cette somme dans des secteurs très variés : agriculture, mines, hôtellerie, banque.

La Gambie et le Mali sont les principaux bénéficiaires de cette manne financière. Les Libyens sont ainsi présents au Mali par le biais de la Banque commerciale du Sahel. Au Mali toujours, Tripoli a réhabilité près de cinq hôtels de luxe. En Gambie, les investissements portent essentiellement sur l'agriculture et les infrastructures. Dans le secteur des télécommunications, Tripoli détient des participations majoritaires dans la Société des télécoms du Tchad, dans Sonitel et Sahelcom au Niger, ainsi que dans UTL en Ouganda.

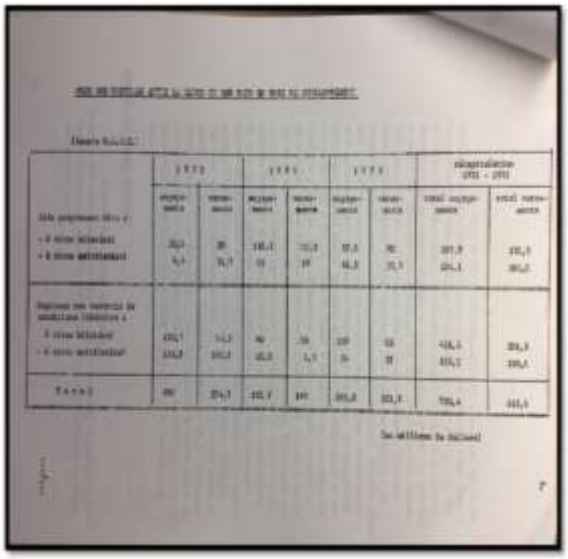


Figure 8 : Un partenariat économique et investissement jusqu'en 2011.[27]

Comme il l'a été déjà rappelé, elle aussi soutenu des groupes rebelles et des mouvements de libération, alimentant parfois des tensions régionales. Elle s'est aussi impliquée dans la médiation de certains conflits, tentant de faciliter des négociations. Par exemple, elle a joué un rôle dans les pourparlers de paix en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire. Cependant, certaines de ses actions ont été critiquées, car elle a été accusée d'alimenter des conflits et de soutenir des régimes controversés.

Elle a également cherché à tirer profit de ses ressources naturelles, et notamment de ses vastes réserves de pétrole, en concluant des accords commerciaux et en développant des partenariats énergétiques avec les pays africains. Parallèlement, elle est devenue une destination majeure pour les migrants africains cherchant à se rendre en Europe, d'où des défis en termes de gestion des migrations et de coopération régionale.

Il est important de noter que la politique libyenne pendant cette période a été marquée à la fois par des nuances et par des controverses. Bien que le pays ait cherché à jouer un rôle de leader panafricain et à renforcer ses relations avec les pays africains, certaines de ses actions ont été critiquées, notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et l'ingérence dans les affaires d'autres pays.

IV. La Libye post-Kadhafi, sans directives stables : un rôle marginal.

La disparition de Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011,[28] après une intervention militaire étrangère marque la fin du « pacte du livre vert », un système de gouvernance unique en son genre qui avait su composer avec les

[27] Archives du MAE la Courneuve, Libye 1972-1989, direction des Affaires étrangères, relations de Libye avec les pays africains, p7.

[28] https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/20/photos-et-videos-ont-devoile-la-mise-a-mort-de-kadhafi_1591643_1496980.html

contradictions de la société libyenne. Grâce à ce système, baptisé la Jamahiriya ou « l'État de masse », le Guide libyen est resté pendant 42 ans à la tête du pays. Il a instauré un État-providence qui a permis d'élever le niveau socio-économique des Libyens et dont les modalités de fonctionnement étaient fondées à la fois sur la coercition, le clientélisme, la délégation, la négociation et la redistribution. Surtout, il a donné à ce pays faiblement peuplé une dimension internationale de premier plan sur la scène africaine, et il est devenu un acteur incontournable de la géopolitique du Sahel en jouant un rôle d'arbitre et de bailleur de fonds, notamment lors de la dernière rébellion en 2009 entre le Mouvement des Nigériens pour la Justice et le gouvernement nigérien[29].

Après la chute du colonel Kadhafi en 2011 et, la période de turbulence qui a suivi, la politique libyenne en Afrique a subi des changements importants. Après une période de transition entre 2011 et 2014, le pays a connu une période de transition politique caractérisée par une grande instabilité, des conflits internes et une absence d'autorité centrale forte. Pendant cette période, la Libye a eu du mal à maintenir des relations stables avec ses partenaires africains et à jouer un rôle actif dans les affaires du continent.

À partir de 2014, la situation intérieure a connu une certaine forme de stabilisation avec l'établissement de deux gouvernements rivaux, l'un à Tripoli et l'autre à Tobrouk. Le premier, soutenu par les Nations unies, a pu reconstruire des relations diplomatiques avec certains pays africains et participer aux forums et aux réunions de l'Union africaine. Il a exprimé sa volonté de se réengager activement en Afrique et de renforcer les liens politiques, économiques et sécuritaires avec les pays du continent.

[29] Moisseron, Jean-Yves, et Nadia Belalimat. « L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel ». *Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés,* édité par Mansouria Mokhefi et Alain Antil, CNRS Éditions, 2012, https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.22854.

Dans le même temps, elle a été confrontée à des défis majeurs liés à la lutte contre le terrorisme et à la gestion des flux migratoires illégaux en provenance d'Afrique subsaharienne. En raison de son instabilité interne, elle est devenue un point de transit important pour les migrants cherchant à atteindre l'Europe. La coopération avec les pays africains pour lutter contre le terrorisme et le trafic de migrants est devenue une priorité pour le gouvernement. La Libye a également cherché à reconstruire ses relations économiques avec les pays africains. En raison de ses vastes réserves pétrolières, le secteur de l'énergie a été un domaine clé pour la coopération avec d'autres États.

Le gouvernement a travaillé à renforcer les partenariats énergétiques et à explorer de nouvelles opportunités d'investissement dans le continent. Il convient de noter que la situation politique intérieure reste complexe et en évolution, et que les relations du pays avec l'Afrique peuvent être influencées par des développements internes et des dynamiques régionales changeantes.

Conclusion :

La politique libyenne en Afrique a connu des périodes d'influence et d'isolement, de coopération et de tensions. La stabilité politique est essentielle pour maintenir des relations constructives avec les pays africains. Les périodes d'instabilité ont eu un impact négatif sur ces relations, limitant l'influence du pays et sa capacité à coopérer efficacement avec autrui. Or une coopération économique mutuellement bénéfique et un renforcement des liens économiques avec les pays africains peuvent à l'évidence être avantageux pour toutes les parties concernées. La Libye a cherché à développer des partenariats économiques et à fournir une assistance financière à certains pays africains, ce qui peut favoriser le développement économique et renforcer les relations bilatérales. Par ailleurs, elle a joué un rôle actif dans la promotion de la

nécessaire stabilité régionale en Afrique, en particulier pour la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites.

La coopération en matière de sécurité et la recherche de solutions politiques pacifiques aux conflits sont essentielles pour préserver la stabilité et favoriser le développement dans la région. S'ajoute la nécessité d'une gestion responsable des ressources naturelles, notamment en matière d'énergie. ; associée à une coopération équitable dans leur utilisation, une telle gestion peut contribuer à un développement économique durable de la région et renforcer les liens entre la Libye et les autres pays africains. De façon plus générale, la diplomatie et le dialogue sont essentiels pour résoudre les différends et les tensions avec les pays africains. La coopération régionale et les efforts de médiation peuvent favoriser la résolution pacifique des conflits et le renforcement des relations bilatérales.

Il est également important de noter que chaque période de l'histoire de la politique libyenne en Afrique est unique, et que les leçons qui en ont été tirées, ou qu'il aurait fallu en tirer, peuvent varier en fonction du contexte politique, économique et social.

Sources et Bibliographie

1. Moisseron, Jean-Yves, et Nadia Belalimat. « L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel ». *Le Maghreb et son sud : vers des liens renouvelés*, édité par Mansouria Mokhefi et Alain Antil, CNRS Éditions, 2012, https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.22854.
2. « https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-147?lang=fr »
3. « NR006877.pdf (un.org) », Résolution n°515, des Nations Unies pour la Libye le 1er février 1952.
4. André Martel. « Le Royaume Sanusi de Libye (1951-1969) ». In: Cahiers de la Méditerranée, n°41, 1, 1990. États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Mélanges offerts à André Nouschi. Tome I. pp. 143-162.
5. Archives de MAE la Courneuve, direction Afrique du Nord, Libye 1972-1983, dossier n°127, extrait d'un journal libyen la marche verte, en 1981, p1.

6. Archives du MAE La Courneuve, direction d'Afrique levant, Libye 1944-1952, mémoire sur la Sanussiya, dossier n°47, p20.
7. Archives du MAE la Courneuve, direction de l'Afrique du Nord, Libye 1972-1982, lettre n°8 de l'ambassadeur de France en Libye Guy Georgy à son ministre des Affaires étrangères à Paris Maurice Schuman, le 1er janvier 1972, p.1.
8. Archives du MAE la Courneuve, Libye 1972-1989, direction des Affaires étrangères, relations de Libye avec les pays africains, p7.
9. Archives nationales d'Outre-mer, fond ministérielle F81, Algérie, manifestation de soutien de peuple libyen à l'Algérie en 1956, p1.
10. Archives nationales françaises d'Outremer Aix-en-Provence, fond ministérielle n°81, Libye-Algérie 1954-1965, dossier n°789, Fezzan, pp1-10 .
11. Archives nationales françaises d'Outremer Aix-en-Provence, fond ministérielle n°81, Libye-Algérie 1954-1965, dossier n°2435, Algérie, pp1-10 .
12. Buijtenhuijs Robert. Le FROLINAT à l'épreuve du pouvoir. L'échec d'une révolution africaine.. In: Politique africaine,n°16, 1984. Le Tchad. pp. 15-29;
13. Burgat F. et Laronde A. (1996), *La Libye,* « Que sais-je ? » PUF, Paris.
14. Congrès national africain, https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/ANC/105336.
15. Etienne L. Damome, Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi, dans Outre-Terre 2011/3 n° 29, pages 123 à 133.
16. https://shs.cairn.info/revue-maghreb-machrek1-1972-1-page-39?lang=fr consulté en aout 2024.
17. https://www.africanunion-un.org/copy-of-history#:~:text=29%20Etats%20membres%20%2D%20Libye%2C%20Maroc,la%20Tanzanie%2C%20le%20Burundi%2C%20le
18. https://www.africanunion-un.org/copy-of-history#:~:text=29%20Etats%20membres%20%2D%20Libye%2C%20Maroc,la%20Tanzanie%2C%20le%20Burundi%2C%20le
19. https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/20/photos-et-videos-ont-devoile-la-mise-a-mort-de-kadhafi_1591643_1496980.html
20. Jean-Louis Triaud, Les relations entre la France et la Sanûsiyya (1840-1930): histoire d'une mythologie coloniale découverte d'une confrérie saharienne, Volume 4, thèse de doctorat à Paris VII, soutenue en 1995, pp1033-1034.
21. Journal illustration françaises, bibliothèque municipale de Carnage à Reims, service de la presse, illustration coloniale n°3716,16 mai 1914, p423.
22. Lanne Bernard. Triaud (Jean-Louis) : Tchad 1900-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanûssiyya, face à la France. In: Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 77, n°286, 1er trimestre 1990. pp. 136-138
23. M.A.E., Affaires marocaines et tunisiennes, Maroc (1956-1968), Participation et relations avec les affaires internationales, adhésion du Maroc aux conventions internationales, pacte méditerranéen : presse, notes et documentation, correspondance (mars 1955-mai 1959). Conférence de Tanger - Grand Maghreb arabe dont la conférence de 1958, télégrammes de Rabat, Tunis, Londres et Washington ; coupures de journaux de la métropole (mars 1957-déc. 1964), "L'adhésion de la Libye aux résolutions prises lors de la conférence de Tanger".

24. M.A.E., Afrique-Levant, Algérie (1944-1959), Rébellion algérienne et activité des mouvements nationalistes algériens, arrestation des cinq chefs de la rébellion algérienne, Note sur l'affaire du détournement de l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons : récit des faits, crise des relations franco- marocaines, solution d'une procédure internationale, "Manifestations en Libye le 24 octobre 1956".
25. MAE la Courneuve, direction des affaires politiques et commerciales, dossier n°3 Libye 1953-1972; la Libye et l'Afrique, document de l'ambassadeur de France à Tripoli a son excellence le ministre des Affaires étrangères à Paris, pp1-4.
26. MARTEL A. (2004), « La Libye vingt ans après (1986-2005) », *Maghreb-Machrek*, n° 181, automne, p. 21.
27. Martel André. Le Royaume Sanusi de Libye (1951-1969). In: Cahiers de la Méditerranée, n°41, 1, 1990. États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Mélanges offerts à André Nouschi. Tome I. pp. 143-162;
28. Pierre PINTA, la Libye, éd. Karthala, Paris, 2006, pp199-226.
29. Yolande Martin et autres, La Libye de 1912 à 1969, La Libye nouvelle rupture et continuité Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, Préface : Maurice Flory, éd. CNRS, Paris 1975, pp33-50.